

CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP

PROJET DE RECOMMANDATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'OBLIGATION DE COMPLETUDÉ DES DEPLOIEMENTS DES RESEAUX EN FIBRE OPTIQUE JUSQU'A L'ABONNE

Réponse d'Axione – 20 décembre 2024

Présentation d'Axione

Axione est un acteur multi-régional du secteur des infrastructures de communications électroniques au service des collectivités territoriales, des opérateurs et des équipementiers et s'organise autour de trois pôles d'activités :

1. La conception, le déploiement et la maintenance de réseaux fixes et mobiles
2. L'exploitation de réseaux filaires et radios
3. Le financement et la gestion d'actifs d'infrastructures de télécommunications haut et très haut débit

Axione opère 25 Réseaux d'Initiative Publique (RIP) en délégations de service public et en contrats de partenariat. A horizon 2025, les réseaux FttH opérés par Axione desserviront 3,5 millions de locaux. Ce périmètre fait d'Axione un des acteurs majeurs du déploiement FTTH en France.

Parallèlement, Axione apporte son expertise multi-technologique aux Grands Comptes publics et privés pour leur proposer des solutions innovantes (Couverture Radio Indoor, réseaux privés fibre et radio, Smart Territoires, etc..).

Synthèse

La complétude des réseaux de Boucle Locale Optique Mutualisée est un enjeu majeur pour le bon achèvement du plan et devient vital dans la perspective de la fermeture du cuivre. En tant qu'opérateur de Réseaux d'Initiative Publique, Axione note qu'au-delà des obligations réglementaires de complétude, les conventions de DSP intègrent généralement un objectif de couverture de 100% des logements et locaux professionnels avec un suivi strict des autorités délégantes.

En proposant de préciser les modalités d'appréciation de la complétude, l'Autorité apporte la nécessaire stabilité dans les processus liés à la validation des communes visées par un projet de fermeture du cuivre. Il convient toutefois que les diligences demandées par l'Autorité pour analyser la complétude ne produisent pas de charge administrative au-delà du strict nécessaire. Axione propose que l'analyse de la complétude soit fondée sur les principes suivants :

- Un refus de tiers est justifié par la fourniture d'une copie d'une demande ou d'une relance écrite récente auprès de la personne concernée.
- Dans la mesure où il est impossible de qualifier de manière exhaustive les bâtiments de logements et de locaux professionnels tant les cas particuliers sont différents, le plus important est de vérifier que l'Opérateur d'Infrastructure propose des processus d'ajout et de modification d'adresses efficaces à destination des Opérateurs Commerciaux.
- Dès lors qu'il possède un moyen facile de contact tel qu'un site web ou un numéro de téléphone, les éventuels immeubles neufs non détectés par l'Opérateur d'Infrastructure ne doivent pas être considérés pour l'analyse de la complétude.
- Les gels commerciaux sont nécessaires à l'exploitation des réseaux, fibre comme cuivre. Dès lors qu'ils sont justifiés et que leurs délais sont raisonnables pour ceux sous responsabilité de l'Opérateur d'Infrastructure, les gels ne doivent pas être considérés pour l'analyse de la complétude.

Axione s'inquiète de la portée normative de ce projet de recommandation qui introduit des modifications à des obligations existantes et de nouvelles obligations qui manquent d'articulation avec les cadres formels du droit réglementaire et qui ne tiennent pas compte des implications financières et opérationnelles. Cette approche introduit de l'insécurité juridique pour les opérateurs d'infrastructure en floutant les limites de la responsabilité de chaque acteur.

Enfin, Axione souligne l'écart entre les éléments du projet de recommandation et les conditions obtenues par Orange dans le cadre de l'accord passé avec le Gouvernement pour éviter une sanction pour la non-complétude des communes visées par un engagement L33-13. Celui-ci prévoit l'exclusion des locaux concernés par une Difficulté Exceptionnelle de Construction, un usage important du Raccordable à la demande et une limitation des possibilités de commander de tels accès. Axione exclut totalement un tel recours massif au Raccordable à la demande pour établir la complétude des réseaux qu'il exploite.

1. En établissant un retour d'expérience sur les premiers lots de fermeture du cuivre, l'Autorité souhaite rappeler le cadre d'évaluation de la complétude et faire évoluer la notion de logement ou local à usage professionnel

S'agissant du cadre symétrique, l'Autorité rappelle en contexte les principes d'appréciation de la complétude en abordant un principe de raccordabilité effective qui ne peut pas se justifier dans le cadre symétrique qu'elle a posé

Dès l'introduction de son projet de recommandation, l'Autorité rappelle l'importance dans le contexte de la fermeture du cuivre « du caractère complet du déploiement des réseaux, et partant, le raccordement effectif de l'ensemble des utilisateurs ». **Cependant, cette notion de raccordabilité effective ne trouve pas sa place dans le cadre symétrique posé par l'Autorité.**

La décision n° 2010-1312 de l'Arcep prévoit « que l'opérateur d'immeuble déploie, dans un horizon de temps raisonnable, un réseau horizontal suffisamment dimensionné, entre ce point de mutualisation et la proximité immédiate de l'habitat de la zone arrière. Un délai de déploiement, au plus de deux à cinq ans, en fonction des caractéristiques locales, semble, à cet égard, raisonnable. À cet horizon, il est souhaitable que ce déploiement permette à l'opérateur d'immeuble de raccorder tous les logements et locaux à usage professionnel de la zone arrière du point de mutualisation et que cet opérateur vise, sous réserve du refus des copropriétés et propriétaires concernés, à en raccorder effectivement la quasi-totalité [...] ».

La responsabilité des OI s'agissant de la raccordabilité s'arrête aux difficultés qui peuvent être attribuées par exemple aux actions des propriétaires, copropriétaires ou responsables d'actions à mener en partie privative et au droit du terrain. L'obligation de rendre raccordables tous les logements et locaux à usage professionnel de la ZAPM renvoie uniquement à la mise à disposition de l'ensemble des points de branchement optique (PBO) de la ZAPM.

Dès lors, si cette notion de « raccordabilité effective » est une base de la recommandation, toutes les clarifications et ensembles de prérequis posés dans ce projet paraissent venir fragiliser les exceptions à la main de l'OI prévues par le cadre symétrique qui permet « **à l'issue du délai de complétude, l'existence, sous certaines conditions, des locaux non raccordables** suivants :

- *locaux raccordables sur demande (ci-après « RAD », voir définition en Annexe 1 : Lexique);*
- *locaux raccordables sur demande à tarif spécifique;*
- *locaux n'ayant pas fait l'objet d'un déploiement du fait de refus de propriétaires et copropriétaires ;*
- *locaux situés dans des immeubles en cours de construction, ou qui viennent d'être livrés, et dont le délai pour le raccordement au réseau FttH n'est pas encore échu. »*

Par ailleurs, Axione remarque que l'Autorité fait référence au nouvel engagement d'Orange pris au titre du L.33-13 du CPCE, et au fait qu'il déclare rendre « raccordable sur demande les immeubles non raccordables relevant de « difficultés exceptionnelles de construction » de sa zone AMII. A cet égard, il est à priori prévu qu'« *[e]n cas de difficulté exceptionnelle de construction d'ores et déjà identifiée ou à venir, et après avoir fait évoluer son offre d'accès FttH pour en intégrer les modalités détaillées, l'OI Orange proposera un devis à l'OC pour rendre raccordable l'immeuble concerné. En cas d'acceptation par l'OC des travaux, les frais engagés par l'OI Orange au-delà d'un seuil à définir seront facturés à*

l'OC. [...] Orange s'engage à identifier les immeubles concernés par les cas de difficultés exceptionnelles de construction sur le périmètre d'engagement quand il en a connaissance, et à pouvoir en justifier la cause pour chacun des immeubles concernés ».

Axione invite l'Arcep à préciser sa position sur l'évaluation de la complétude s'agissant de ces locaux, et notamment assurer aux opérateurs d'infrastructures qu'aucune asymétrie n'est tolérée du fait de cet engagement politique qu'a pris Orange vis-à-vis du Gouvernement. A toutes fins utiles, Axione rappelle s'être engagée auprès de ses délégués à poser l'ensemble des PBO et de ne pas laisser de RAD/RAD+ à l'issue du délai de complétude. **Néanmoins, Axione souhaite souligner qu'il n'apparaît pas raisonnable que ces RAD puissent subsister en zone AMII, dans un contexte où les coûts de déploiements sont bien inférieurs à ceux supportés par les opérateurs de RIP en zone moins dense.**

Des clarifications sur la notion de logements et locaux professionnels sur laquelle l'Autorité attend une proactivité de l'OI pour identifier les besoins réels en fibre

En faisant référence à des cas d'école de locaux identifiés dans le cadre de la fermeture du cuivre, l'Autorité estime que l'opérateur infrastructure doit aujourd'hui « privilégier l'identification des besoins en fibre des établissements et installations à la qualification de la situation par référence à une définition préétablie du logement ou du local à usage professionnel. ».

Si Axione estime qu'il est logique que des qualifications au cas par cas puissent avoir lieu à l'ère de la généralisation de la fibre, **il est dangereux de faire reposer sur les OI la charge de cette qualification** en attendant d'eux qu'ils entreprennent des « *échanges avec les propriétaires, syndicats de copropriété ou gestionnaires des établissements et installations présents dans la zone arrière du point de mutualisation* » au vu de l'avancée des déploiements actuels, et encore qu'ils « *documentent et conservent les éléments relatifs à ces échanges (...) pour justifier (...) la solution retenue* ».

Dans les cas où ce travail d'identification n'aurait pas abouti, et sans préciser les modalités de son contrôle, l'Autorité propose de définir les logements raccordables, ou « logements ordinaires » comme « - utilisé pour l'habitation ; - séparé, c'est-à-dire complètement fermé par des murs et cloisons, sans communication avec un autre local si ce n'est par les parties communes de l'immeuble (couloir, escalier, vestibule...) ; - indépendant, à savoir ayant une entrée d'où l'on a directement accès sur l'extérieur ou les parties communes de l'immeuble, sans devoir traverser un autre local ». Elle précise notamment le cas des locaux situés au sein d'une communauté (Définition Insee) qui ne seraient pas considérés comme des logements ordinaires, en indiquant en revanche que les logements de fonction situés au sein d'une communauté doivent être considérés comme tel.

Si Axione ne s'inquiète pas de l'impact de ce changement pour le dénombrement des locaux de ses plaques, sur lesquelles le travail a été fait en ce sens, il n'en demeure pas moins que ces changements nécessiteraient de revoir l'historique des déploiements et nécessiteraient des analyses fines sur le terrain qui engendreraient inévitablement un effort et un coût important pour l'OI. Alors que la tendance est plutôt à la maximisation des déploiements, le besoin de clarification et de contrainte des OI n'est pas compris par Axione. En effet, Axione fait aujourd'hui tout son possible pour raccorder tous les logements et locaux professionnels de ses plaques, ce que l'Autorité semble d'ailleurs conforter au regard des volumes IPE qui sont recensés trimestriellement auprès des opérateurs. **Axione estime que si l'Arcep souhaite faire évoluer des définitions sur la base desquelles se fait l'évaluation de la complétude, il convient a minima qu'elle puisse opérer un traitement différenciant l'historique des**

cas à venir dans l'application de son contrôle, et que les dispositions nouvelles ne s'appliquent que pour l'avenir.

2. L'Autorité souhaite renforcer la responsabilité des OI s'agissant des refus, blocages, et gels commerciaux en imposant une lourde charge administrative et de nouvelles obligations à des fins de contrôle

L'évaluation de la complétude de la ZAPM prévalant jusqu'à ce jour renvoie à la mise à disposition de l'ensemble des points de branchement optique (PBO) de la ZAPM. La pose de ces PBO rend aujourd'hui les locaux associés « raccordables » dans les fichiers Interop IPE, assurant de facto la possibilité d'une prise de commande par l'OC qui souhaite raccorder le client final en sous-traitance de l'OI. Il convient de distinguer les gels commerciaux (pour lesquels un PBO est posé) des refus tiers et blocages qui peuvent empêcher la pose d'un PBO.

S'agissant des gels, les flux interop sont déjà dotés d'outils de suivi, implémentés ou en cours, qui assureraient à l'Arcep la bonne connaissance des freins à la commercialisation sur les locaux raccordables concernés

La possibilité qu'un local puisse être gelé existe sur un PBO posé, par exemple lorsqu'une absence de génie civil en domaine privé est constatée, ou encore qu'un réaménagement de réseau doit être fait par l'OI et nécessite des travaux.

Que la responsabilité soit imputée à l'OI (ex : densification/extension dans le cadre de réaménagements de réseaux) ou à un tiers, des flux de messages définis en Interop' sont destinés à documenter et à suivre l'avancée des situations individuelles tout en tenant informés les clients de l'OI sur le marché de détail. Par exemple, l'OI doit prévoir une date prévisionnelle de dégel lorsque les travaux sont à sa main.

En revanche, l'intégralité de la responsabilité ne saurait reposer sur les OI dès lors que les OC ont également un rôle à jouer pour renseigner via les flux Interop' les causes d'échec au raccordement qui ne remontent que très difficilement à l'OI aujourd'hui dans le cadre des commandes STOC.

Alors qu'elle reconnaît la légitimité de ces gels commerciaux, l'Autorité indique dans son projet de recommandation que *« ces gels commerciaux constituent un obstacle à l'accès effectif des opérateurs commerciaux aux lignes gelées durant la période de gel commercial et peuvent empêcher la complétude du réseau de l'opérateur d'infrastructure. »*. **Il n'est pas concevable que la notion de gel commercial, qui fait partie de la vie du réseau y compris sur le réseau cuivre historique par exemple, soit de nature à statuer sur la non-complétude du réseau.**

Par ailleurs, Axione demande à tenir compte du fait que l'OI ne peut pas être tenu de fournir une date de dégel sur un gel du fait d'un tiers : refus de syndicats de copropriétés, de propriétaires, d'administrations (refus de permissions de voiries, refus des architectes des bâtiments de France), refus de servitude.

Alors que les refus et blocages ne relevant pas de la responsabilité de l'OI justifiaient l'exception pour la complétude, l'Arcep vient ajouter des prérequis pour son contrôle ayant pour conséquence de les délégitimer

Comme rappelé plus haut, la décision n° 2010-1312 de l'Arcep prévoit que l'appréciation de la complétude doit justifier « que ce déploiement permette à l'opérateur d'immeuble de raccorder tous les logements et locaux à usage professionnel de la zone arrière du point de mutualisation et que cet opérateur vise, sous réserve du refus des copropriétés et propriétaires concernés, à en raccorder effectivement la quasi-totalité [...] ». L'Autorité a documenté notamment les refus de syndicats de copropriétés, de propriétaires, d'administrations (refus de permissions de voiries, refus des architectes des bâtiments de France), refus de servitude.

Fort des enseignements liés aux premières fermetures du cuivre, Axione souligne que, si un refus de tiers s'impose dans les déploiements de manière explicite permettant à l'OI de disposer d'une preuve irrévocable (refus matérialisé par un courrier de refus par exemple), dans la grande majorité des cas, l'OI va plutôt se heurter à une absence de réponse. Dans ce deuxième cas de figure, l'OI se heurte à des échanges de courriers non fructueux (ex. d'un immeuble collectif où un PBO doit être installé dans l'immeuble avec une colonne montante ; refus d'un passage en façade sur un habitat mitoyen au local à rendre raccordable ; passage en domaine privé tiers, etc.) et ne dispose pas des éléments attendus par l'Autorité dans son projet de recommandation.

Par ailleurs, il convient de ne pas ignorer toute la gouvernance du PFTHD et des déploiements en zone RIP, avec des prérequis propres à chaque RIP/délégant, qui aura imposé à des fins de contrôle, des processus pouvant varier territorialement. En particulier, il faudra vérifier comment sont stockés ces éventuels échanges selon les RIP.

Par ailleurs, Axione estime que les préconisations de l'Autorité peuvent aussi être contreproductives face aux nombreux efforts qui peuvent aussi être non documentés dans la pratique.

L'Autorité entend faire peser une charge administrative très importante sur l'OI pour EVITER, DOCUMENTER et IDENTIFIER les refus, blocages et gels ne relevant pas de sa responsabilité

L'Autorité souhaite faire reposer son appréciation de la complétude sur un examen approfondi de pièces à convictions à rapporter par l'OI. Mais en se voulant très exhaustive et générale, l'Autorité vient faire peser sur l'OI une charge lourde d'anticipation des difficultés liées au raccordement final, qui nécessiterait :

- une maîtrise parfaite de la communication jusqu'à l'abonné final, permettant d'identifier tout éventuel blocage ou difficulté, ce qui n'est pas permis par le cadre de régulation et le mode STOC qui vient au surplus ajouter des difficultés d'alignement SI-terrain chez l'OI ;
- la mise en place de processus couteux et chronophages afin d'intégrer de la donnée et la conserver ; pour être en capacité de prouver les meilleurs efforts faits à débloquer une situation y compris ne relevant pas de la responsabilité OI ;
- la mise à jour d'un historique très lourd, Axione étant à la fin des déploiements sur quasiment l'ensemble de ses plaques, sur la base d'éléments nouveaux et très généraux qui mettent à risque les OI de ne pas pouvoir justifier sur une méthode harmonisée nationale les attendus de l'Autorité.

Axione souhaite en effet contester les diligences proposées par l'Arcep :

- S'il est justifié de demander à l'OI de faire « ses meilleurs efforts pour éviter ou débloquer un cas de refus, de blocage ou de gel commercial », **il n'est nullement de sa responsabilité de « rechercher des solutions alternatives viables »**, qui ne sont pas ailleurs pas définies.
 - o Quelle est la justification économique à une solution alternative ?
 - o Que peut-on demander à un OI ?
 - o Une solution alternative peut-elle justifier des travaux exceptionnels/couts exorbitants ou prohibitifs par rapport à la nature des travaux à réaliser ?La recherche d'une solution alternative viable pourrait même s'avérer déresponsabilisante pour le responsable tiers ; qui peut demain se justifier de ne pas avoir fait de l'élagage, refusé un passage en façade car l'enfouissement du CCF est possible ; etc.
- S'il paraît justifié de demander à l'OI de « documenter les efforts qu'il aura produits pour éviter ou résoudre ces cas de refus, blocages et gels » relevant de sa responsabilité, il n'apparaît pas raisonnable de lui demander de démontrer à prouver sa recherche de « solutions alternatives » et a fortiori face au « caractère non raccordable des immeubles identifiés comme faisant l'objet de refus, blocages et gels ne relevant pas de leur responsabilité »
- S'agissant de l'identification des cas concernés et du partage d'information : il est difficile d'exiger des diligences aussi lourdes de l'OI pour « identifier les immeubles concernés par les cas de refus, blocages ou gels ne relevant pas de leur responsabilité, en qualifiant les situations sur la base de motifs clairs et précis » sans rappeler à leurs responsabilités les OC qui sont au plus proche des clients finaux une fois les PBO posés, et qui ne remontent que très peu les blocages rencontrés.
- Suivi dans le temps : l'Arcep indique que les OI doivent procéder à un suivi dans le temps des cas de refus, blocages et gels ne relevant pas de sa responsabilité ; en envoyant par exemple des courriers de relance, etc. à une « fréquence raisonnable d'au moins une relance tous les trois ans ». La justification est que la fermeture du cuivre pourrait changer des comportements.
- Identification des gels, refus tiers et blocages dans les IPE : Axione tient à souligner sa volonté à s'inscrire dans les travaux Interop, qui ont notamment récemment permis d'aboutir à des grilles harmonisées de motifs et sous motifs de refus tiers et de gels commerciaux. Il conviendrait néanmoins de mettre en responsabilité aussi les OC agissant en sous-traitance pour que ce travail puisse être mobilisé utilement.

L'Autorité ne donne ainsi aucun élément de pratique d'évaluation outre un cadrage très général qui s'il n'est pas respecté semblerait imposer le non-respect de la complétude, tout en faisant peser l'ensemble des responsabilités sur l'OI, principe qu'Axione ne peut accepter. Axione souhaite que l'Arcep puisse être plus précise sur les attentes et obligations opposables à l'OI en tenant compte du cadre des déploiements qui a pris place depuis le lancement du plan France très haut débit et du contexte contractuel délégant/délégataire qui a dicté la manière dont ces diligences ont été tracées et documentées à des fins de contrôle qui peuvent ne pas être ceux que l'Arcep semble viser dans son projet de recommandation (preuves d'une trace écrite ; refus d'une convention/refus explicite récent ; avoir un moyen de communication à destination des promoteurs immobiliers ; disposer de processus d'ajouts/modifications d'adresses lisibles et accessibles) Cette liste de diligences ne saurait s'appliquer rétroactivement dans la mesure où les opérateurs d'infrastructure n'ont pas nécessairement conservé

la documentation relative aux cas passés. Une telle approche pourrait créer des difficultés pratiques injustifiées.

Axione réalise par ailleurs de nombreuses autres actions en vue d'assurer la complétude, telles que la mise en œuvre des dispositions de la loi ELAN pour la demande de servitude, la réalisation de visites-terrains ou la mobilisation de son bureau d'étude pour la recherche de solutions alternatives face aux difficultés ponctuellement rencontrées. Néanmoins, chaque cas étant particulier, il n'est pas possible de préciser les différents cas et les pièces justificatives qui pourraient être demandées par l'Autorité. De plus, au-delà de la vigilance de l'Autorité, les réseaux exploités par Axione sont suivis de manière stricte par les Délégués qui sont extrêmement attachés à la complétude.

Axione recommande aussi que les outils liés à la « loi ELAN » soient imposés par le département, la région ou l'état mais pas par la commune car les maires évitent des tensions avec leurs administrés (ex : servitudes d'utilité publique pour lever des problématiques sur des refus tiers).

Enfin, Axione souhaite souligner le caractère disproportionné de la demande de relance proactive des propriétaires tous les trois ans et suggère, à la place, la prise en compte des demandes de raccordement en cas de changement d'avis d'un syndicat de copropriété, avec un point d'entrée côté opérateur d'infrastructure qui reste existant en tout état de cause grâce aux outils de prise de commande à disposition des clients sur le site web des OI.

3. Des clarifications apportées sur les immeubles neufs pouvant aboutir à l'atténuation des responsabilités des tiers telles que celles posées par le code de l'urbanisme

La recommandation de juillet 2023 était venue clarifier les responsabilités s'agissant de la fourniture des infrastructures au droit du terrain pour les constructions neuves, établissant la responsabilité de l'OI à faire au droit du terrain. En dehors des immeubles neufs, le cadre de régulation prévoit que l'OI est responsable de la création de l'infrastructure jusqu'à la limite de domaine privé.

L'Autorité souhaite clarifier la notion d'immeuble neuf, en conditionnant sa qualification à la date de mise à disposition des points de mutualisation (MAD PM) par l'OI. Dès lors, dès qu'un permis de construire ou une autorisation d'urbanisme serait délivré avant la MAD PM, **alors l'OI serait responsable de la création de l'infrastructure jusqu'à la limite de domaine privé.**

Pourtant, l'article L 332-15 du code de l'urbanisme prévoit que « l'autorité qui délivre l'autorisation de construire, d'aménager, ou de lotir exige, en tant que de besoin, du bénéficiaire de celle-ci la réalisation et le financement de tous travaux nécessaires à la viabilité et à l'équipement de la construction, du terrain aménagé ou du lotissement, notamment en ce qui concerne la voirie, l'alimentation en eau, gaz et électricité, les réseaux de télécommunication, (...) » et indique au surplus que « Les obligations imposées par l'alinéa ci-dessus s'étendent au branchement des équipements propres à l'opération sur les équipements publics qui existent au droit du terrain sur lequel ils sont implantés et notamment aux opérations réalisées à cet effet en empruntant des voies privées ou en usant de servitudes. ».

Il est donc primordial que l'Autorité sépare bien les responsabilités de l'OI de celles des propriétaires/promoteurs, bureaux d'étude ou gestionnaires d'immeubles en charge de la construction d'un bâtiment neuf.

Au-delà, l'Autorité souhaite modifier également le délai de déploiement sur les immeubles neufs dont l'autorisation d'urbanisme ou le permis de construire a été délivré avant la MAD du PM, l'Autorité estime qu'il « ne devrait pas excéder six mois à compter du signalement (...) y compris lorsque le délai de complétude n'est pas échu. ». Cela semble venir se heurter à l'article 4 de la décision de 2020 imposant au contraire à son article 4 que : « Dès lors que, dans la zone arrière d'un point de mutualisation donné, le délai prévu à l'alinéa 4 de l'article 3 de la décision n° 2010-1312 en date du 14 décembre 2010 de l'Autorité est arrivé à son terme, l'opérateur d'immeuble assure l'équipement et le raccordement des nouveaux logements et locaux à usage professionnel issus de la construction d'un immeuble neuf, d'un lotissement neuf ou d'une maison individuelle neuve, dans un délai raisonnable à compter de la mise à disposition des infrastructures nécessaires. »

Cette modification vient aussi se confronter à la règle applicable historique sur les immeubles neufs indiquant que « *ce délai ne peut excéder trois mois à compter de cette mise à disposition sauf s'il n'a reçu, dans un délai de préavis de trois mois, les informations nécessaires de la part du maître d'ouvrage, constructeur ou promoteur* ». Or, dans sa recommandation, et de façon similaire aux remarques faites par Axione en partie 2, l'Autorité souhaite que les **OI détectent proactivement les programmes immobiliers neufs et à contacter proactivement les maîtres d'ouvrage pour les inviter à déclarer leur nouvelle construction à l'opérateur d'infrastructure au plus tôt.**

Axione s'inquiète que ces dispositions déresponsabilisent d'autres acteurs, notamment les gestionnaires d'immeubles/promoteur en charge de faire les démarches pour disposer des infrastructures nécessaires au droit du terrain.

Axione identifie le risque de créer une mille-feuille de responsabilités et une difficulté à désigner le responsable sur des cas qui auraient pu être simples. Par ailleurs, la charge de la preuve repose uniquement sur l'OI dans la proposition de l'Autorité, et vient en bout de course alors que toutes les études terrain, dimensionnement de réseau ont été fait bien en amont.

En pratique, tous les IMM dont le permis de construire a été déposé après le relevé de BAL en phase d'étude sont censés être reconnus comme des immeubles neufs, indépendamment de la livraison effective du PM. Le constructeur ou la commune devrait avoir l'obligation de communiquer à l'OI dès lors que le permis de construire est validé (en précisant la date prévisionnelle de fin de construction). Pour Axione, ce point doit être prédominant à la volonté d'avoir une proactivité de la part de l'OI.

Pour finir, l'Autorité ne semble pas tenir compte des coûts de développement SI à la charge des opérateurs d'infrastructure que cela implique, ni même des outils publics potentiellement existants à ce jour, et qui pourraient pourtant être mobilisés pour obtenir de la donnée sur ces sujets, comme la plateforme Avis'AU ou Urbi Explore.

4. Mobilisation des OI pour la fourniture des prestations associées au raccordement des immeubles neufs

Dans son projet de recommandation, l'Autorité souhaite que les OI puissent fournir les prestations liées au raccordement dans des conditions raisonnables et non discriminatoires, tant au niveau tarifaire qu'opérationnel. Le cas particulier visé s'agissant des conditions tarifaires est celui de la fourniture de l'information sur la localisation du point d'accès au réseau, dit « PAR », sans inclure de prestation d'accompagnement relevant de l'activité de bureau d'études. Elle positionne à ce titre une comparaison avec « la facturation de la fourniture du PAR sans prestation d'accompagnement aux bureaux d'études pour le réseau cuivre s'élève à 15€ hors taxes depuis 2007 ».

Axione souhaite indiquer que cette prestation n'est absolument pas comparable avec la dynamique tarifaire observable sur les réseaux de RIP, qui ne bénéficient pas des économies d'échelle constatés sur le réseau cuivre de l'opérateur historique, et que cette prestation ne doit pas se positionner comme un benchmark de la prestation sur les réseaux FttH.

Axione travaille en effet actuellement sur la mise en place, à titre onéreux, d'une offre de mise à disposition du PAR conforme aux exigences de l'ARCEP. Celle-ci devrait être disponible dans le courant de l'année 2025 sur les différents réseaux d'initiative publique exploités par AXIONE. **Cette prestation devrait être commercialisée autour de [...]. Ce tarif raisonnable au regard des pratiques actuelles du marché permet notamment de couvrir les coûts de production de l'OI ainsi que les coûts associés au suivi des commandes et à la facturation de chaque demande.**

5. Extension de la portée de cette recommandation aux poches de basse densité des zones très denses

L'Autorité souhaite, afin de faciliter la lisibilité et la cohérence du cadre réglementaire, que l'ensemble de sa recommandation s'applique dans les poches de basse densité de la zone très dense. Sur le principe Axione ne s'oppose pas à ce parallélisme si toutefois les limites exprimées dans cette contribution sont prises en considération.

6. Conclusions

Par son projet mis en consultation, l'Autorité veut répondre à des problématiques de déploiement trop tardivement. Les propositions font peser très lourdement à l'OI des responsabilités non anticipées.

Axione demande à l'Autorité de laisser un espace temporel à la mise en place des process et Interop qui ne pourront qu'être progressivement effectifs. **En tout état de cause, ces process ne peuvent pas être contraignants pour le stock. L'application de ces méthodes de suivi, de relance, d'archivage, de recherche d'une solution de contournement a un coût non négligeable sur le prix à la prise identifié à la genèse du projet. Ce coût non prévu doit être pouvoir répercuté sur les tarifs.**

Ensemble,

axiOne

animons le monde

les territoires
les bâtiments
les talents